

Direction générale de l'aviation civile

*Direction des services
de la navigation aérienne*

Direction des Opérations

*Service de la Navigation aérienne Sud
Service Technique*

Affaire suivie par : Cyrille TOANEN
Cyrille.toanen@aviation-civile.gouv.fr
Tél. 05.67.22.93.80

CCTP commun à tous les lots

Marché de maintenance de quatre ascenseurs et de portes automatiques équipant les tours de contrôle des aéroports de Blagnac, Rodez et Limoges

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maintenance des ascenseurs et portes automatiques

Procédure n°2025-SNAS-001

TABLE DES MATIERES

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Généralités | 5 |
| 1.1 | Sites concernés | 5 |
| 1.2 | Equipements concernés..... | 5 |
| 1.3 | Réglementation de référence..... | 5 |
| 1.4 | Confidentialité – sureté pour les sites du SNA/Sud | 6 |
| 2 | Objet du marché..... | 9 |
| 3 | Prestations de maintenance concernant les ascenseurs | 10 |
| 3.1. | Maintenance forfaitaire..... | 10 |
| 3.1.1 | <i>Maintenance préventive systématique.....</i> | 10 |
| 3.1.2 | <i>Maintenance corrective</i> | 12 |
| 3.1.3 | <i>Contrôles réglementaires</i> | 14 |
| 3.1.4 | <i>Prestations non incluses dans la maintenance forfaitaire</i> | 17 |
| 3.2 | Maintenance conditionnelle à prix unitaires | 17 |
| 3.2.1 | <i>Maintenance préventive conditionnelle (à prix unitaire).....</i> | 18 |
| 3.2.2 | <i>Maintenance corrective conditionnelle (à prix unitaire).....</i> | 18 |
| 4 | Prestations de maintenance concernant les portes automatiques | 19 |
| 4.1 | Maintenance préventive | 19 |
| 4.2 | Maintenance Corrective | 20 |
| 4.3 | Prestations supplémentaires..... | 20 |
| 4.4 | Prestations exclues du présent contrat..... | 21 |
| 4.5 | Maintenance Conditionnelle à Prix Unitaire (basée sur un BPU ou sur un devis dans le cas d'un remplacement de pièces non listées au BPU) | 21 |
| 4.5.1 | Maintenance Préventive Conditionnelle (Prix Unitaire) : devoir de conseil en cas de maintenance simple et étendue | 22 |
| 4.5.2 | Maintenance Corrective Conditionnelle (Prix Unitaire, applicable uniquement en maintenance simple) 22 | |
| | PRESTATIONS NON INCLUSES AU CCTP | 23 |
| 5 | Délais généraux | 24 |
| 5.1 | Délais d'intervention – Cas général | 24 |

| | | |
|-------|--|----|
| 5.2 | Délais d'intervention – Usager Bloqué | 24 |
| 5.3 | Délais de remise en service | 24 |
| 5.3.1 | <i>Délais de remise en service – Cas général</i> | 24 |
| 5.3.2 | <i>Délais de réparation pour remplacement de pièces standards prévues au Marché de Maintenance</i> | 25 |
| 5.3.3 | <i>Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau des prix unitaires</i> | 25 |
| 5.3.4 | <i>Délais de réparation dans les autres cas</i> | 25 |
| 6 | Définitions des obligations de résultat | 26 |
| 6.1 | Nombre de pannes annuel | 26 |
| 6.2 | Durée d'immobilisation d'un appareil | 26 |
| 7 | Stocks de pièces détachées | 27 |
| 8 | Comptes rendus | 28 |
| 8.1 | Comptes rendus suite à intervention | 28 |
| 8.1.1 | <i>Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieure à 6h00.</i> | 28 |
| 8.1.2 | <i>Comptes rendus suite à panne répétitive</i> | 29 |
| 8.1.3 | <i>Comptes rendus annuels</i> | 29 |
| 8.1.4 | <i>Information des usagers</i> | 29 |
| 8.1.5 | <i>Compte rendu mensuel</i> | 29 |
| 8.1.6 | <i>Réunion semestrielle</i> | 30 |
| 8.1.7 | <i>Réunion de chantier</i> | 30 |
| 8.1.8 | <i>Conformité</i> | 30 |
| 8.2 | Report des informations | 30 |
| 9 | Conditions générales d'exécution | 30 |
| 9.1 | Prise en charge | 30 |
| 9.2 | Accès – Consignes – Personnel et moyens du titulaire | 31 |
| 9.3 | Hygiène – Sécurité - Nuisances | 31 |
| 9.3.1 | <i>Plan de prévention</i> | 32 |
| 9.3.2 | <i>Nuisances</i> | 32 |
| 9.4 | Formation du personnel | 32 |
| 9.5 | Respect de l'environnement | 32 |



DSNA

| | | |
|--|--|------------------------------------|
| 9.5.1 | Amiante | 32 |
| 9.5.2 | Politique environnementale – Eco Responsabilité | 33 |
| 9.6 | Passation entre Prestataire de Travaux et Prestataire de Maintenance | 34 |
| 9.7 | Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements | 35 |
| 9.8 | Documentation et outils | 35 |
| 9.9 | Remise des équipements en fin de marché | 36 |
| 10 | Vérification de la bonne exécution des prestations..... | Erreur ! Signet non défini. |
| Annexes | | 38 |
| Annexe 1 : Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive | | |
| Annexe 2 : Descriptif parc appareils | | |

1 GENERALITES

Le présent marché concerne l'exécution de prestations de maintenance préventive et corrective des équipements, ascenseurs et portes automatiques équipant le SNA Sud.

Le SNA Sud souhaite que la maintenance des équipements faisant l'objet de ce Marché de Maintenance, permette un niveau de service optimal, un maintien en bon état des installations tant au niveau technique qu'esthétique.

Le prestataire s'engage au travers de ses opérations de maintenance et de dépannage, à maintenir en parfait état de fonctionnement les équipements du parc du SNA Sud.

Le présent marché comporte une obligation de résultat (cf. article 6 (définition des obligations de résultat)).

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments
- de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance
- des conditions particulières d'intervention liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

1.1 Sites concernés

L'ensemble des sites est géré par le SNA Sud.

| | Sites concernés | Nbre d'appareils |
|--------------|---------------------------------------|--|
| Lot 1 | Vigie de l'aéroport de Blagnac | 2 ascenseurs + Portes automatiques |
| Lot 2 | Vigie de l'aéroport de Rodez | 1 ascenseur |
| Lot 3 | Vigie de l'aéroport de Limoges | 1 ascenseur |

1.2 Equipements concernés

Les caractéristiques techniques des équipements à entretenir et à réparer figurent en **annexe 2** au présent C.C.T.P. La liste des équipements est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse en fonction des constructions et rénovations de locaux effectués par le SNA Sud (cf. article 9.7, suppression ou prise en charge de nouveaux équipements).

La vigie de l'aéroport de Blagnac est un bâtiment classé Immeuble Grande Hauteur Tour de Contrôle (IGHTC).

1.3 Réglementation de référence

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières est établi sur la base des textes réglementaires suivants :

- Loi n° 2003-590 du 3 Juillet 2003 urbanisme et habitat
- Décret n° 2004-964 du 9 Septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Décret n°2008-1325 du 15 Décembre 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des intervenants sur ces équipements
- Décret n°2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs
- Articles R.125-3-1, R.125-3-2, R125-4 et R125-5 du code de la construction et de l'Habitation
- Article R. 4211-3 du code du travail relatif au dossier de maintenance
- Arrêté du 12 Novembre 1990 relatif à l'entretien des portes automatiques de garage des bâtiments d'habitation, pour la partie « Portes de garages ».
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail pour la partie maintenance et vérifications.
- Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Arrêté du 18 Novembre 2004 relatif aux travaux de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs et ses modificatifs
- Arrêté du 18 Novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs
- Arrêté du 18 Novembre 2004 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations ascenseurs et ses modificatifs
- Arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installées à demeure, et modifiant l'arrêté du 1^{er} mars 2004 modifié relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage
- Arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs
- Guide AFNOR FD P 82-022 Fascicule de documentation pour l'élaboration d'un contrat d'entretien à clauses minimales réglementaires et d'un contrat d'entretien à clauses étendu à caractère volontaire
- Norme NF EN 13241.1 et les annexes ZA, ZB, et ZC
- Norme NF P 25 362
- Interprétations de la Direction Générale de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Construction du 19 Novembre 2004

Il est précisé toutefois que plusieurs exigences du présent Marché de Maintenance vont au-delà de ce cadre réglementaire minimal. Toutes les prestations doivent par ailleurs être effectuées conformément à la réglementation en vigueur.

1.4 Confidentialité – sureté pour les sites du SNA/Sud

A – Confidentialité :

Le titulaire s'engage à ne divulguer les renseignements ou documents communiqués par le SNA/SUD dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché et à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs et ses sous-traitants éventuels. Tous salariés ou sous- traitants intervenant au titre de cette opération devra être informé qu'il est tenu de ne pas divulguer à des tiers qui n'auraient pas qualité pour les connaître les informations dont ils auraient connaissance dans le cadre des prestations qui lui ont été confiées.



DSNA

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses personnels les règles en vigueur et les jours et heures d'accès au site qui lui seront communiqués par le responsable de l'opération. Pour des raisons de service ou de contraintes opérationnelles, certaines opérations pourront se dérouler de nuit ou le week-end sous réserve de l'accord du SNA/SUD.

B – Mesures de sûreté pour l'accès au site de Blagnac

Le site de Blagnac est soumis à une réglementation de sûreté spécifique. Dans ce contexte, tous les personnels intervenant sur le site devront être titulaire d'un badge d'accès. L'attention du prestataire est notamment attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès.

En cas d'avis négatif suite à cette enquête, l'accès sera refusé à la personne concernée. Le prestataire sera alors dans l'obligation de désigner un autre intervenant.

En raison du temps d'obtention (ou de renouvellement) des badges, les demandes seront faites à la première réunion d'ouverture de chantier auprès du Correspondant Sûreté Défense du SNA/SUD. Les délais peuvent être, dans les cas extrêmes, de 2 mois.

Les intervenants auront pour obligation après l'obtention du badge de :

- Se soumettre aux dispositifs d'inspection filtrage en vigueur,
- Se soumettre au contrôle du titre de circulation et être en mesure de présenter un document attestant de son identité,
- Porter son titre de circulation de façon apparente,
- Le titre de circulation sous-traitant SNA/SUD permet de circuler sans être accompagné hors des salles opérationnelles. Un accompagnement est nécessaire pour accéder à ces salles. (une sensibilisation sur les risques opérationnelles sera dispensée aux agents devant intervenir dans ces espaces par le SNA/SUD pour permettre un accès à ces locaux sensibles sans un représentant du SNA/SUD).
- Ne pas faciliter l'accès à un tiers ni prêter son titre pour quelque motif que ce soit,
- Signaler sans délai la perte ou le vol du titre de circulation au commissariat ou à la gendarmerie la plus proche,
- N'accéder qu'aux secteurs autorisés et uniquement pour raisons professionnelles,
- Rendre son titre à la fin des travaux.

Dans le cadre d'une livraison ou d'une intervention ponctuelle, il sera délivré après contrôle un badge visiteur à ce prestataire qui devra être encadré par un des intervenants du titulaire disposant d'un badge valide. Ce visiteur devra absolument être accompagné en permanence par la personne ayant autorisée son accès sous peine d'amende.

Pour toute intervention (dépannage ou maintenance), le titulaire devra :

1. Passer à la supervision de chaque site avant d'intervenir pour signifier sa présence et signer le registre d'entrée,
2. Une fois l'intervention terminée, le prestataire ira à nouveau à la supervision pour signifier son départ, signer le registre de départ et indiquer les interventions réalisées à la personne d'astreinte.

C – Mesures de sûreté pour les autres terrains du SNA/SUD



Référence réglementaire : code de l'aviation civile articles R213.4 et R213.5 modifiés par le décret n°2012-832 du 29/06/2012.

DSNA

Pour les travaux se déroulant dans les locaux opérationnels (vigies et salles techniques) des terrains du SNA/S (hors Blagnac), et sur les aires de mouvement des terrains de Muret et Lasbordes, l'obtention d'un badge n'est pas obligatoire. L'entreprise devra suivre la sensibilisation aux risques opérationnels dispensés par les agents du SNA/SUD pour être autorisé à intervenir dans ces locaux.

2 OBJET DU MARCHE

Les dispositions du présent C.C.T.P. concernent les prestations **de maintenance**.

Deux types d'opération de maintenance sont distingués :

- La maintenance préventive
- La maintenance corrective.

Les visites et interventions de maintenance préventive systématiques ont pour but de conserver le niveau de sécurité, réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les interventions effectives dues au titre de la maintenance corrective et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements et la remise en état des matériels ou équipements défectueux.

La mise en application de ce Cahier des Charges a pour effet immédiat l'organisation d'une maintenance transparente, efficace et contrôlable, permettant ainsi l'augmentation de la durée de vie des équipements et leurs utilisations en toute sécurité. Des contrôles réguliers de la qualité de la maintenance préventive seront effectués.

Le Marché de Maintenance impose le report mensuel par le Titulaire au SNA Sud des faits intervenus sur chaque installation (entretien, pannes, désincarcération...).

Il est également imposé au prestataire de renseigner les registres de sécurité des différents sites.

3 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CONCERNANT LES ASCENSEURS

3.1. Maintenance forfaitaire

La maintenance forfaitaire inclut la maintenance préventive systématique et la maintenance corrective forfaitaire.

Pour chacune de ces opérations, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire ou protéger l'accès à l'appareil durant son intervention.

Des prestations de services complémentaires aux exigences minimales de la réglementation sont demandées au titre du Marché de Maintenance, afin de prendre en compte les exigences techniques de fonctionnement des sites.

Les périodes de congés annuels ne pourront donner droit à une diminution ou restriction de quelque nature qu'elle soit, des fréquences des visites ou des prestations définies au présent Marché de Maintenance.

3.1.1 Maintenance préventive systématique

La maintenance préventive systématique sera effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées du titulaire du marché.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles définies par l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs pour les Marché de Maintenances à clauses étendues, complétées des opérations supplémentaires demandées par le SNA Sud.

Les vérifications périodiques à réaliser sont listées ci-après. Si l'une des vérifications périodiques révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée ou le remplacement de la pièce devra être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Vérifications toutes les 6 semaines :

L'écart entre deux visites successives ne pourra être supérieur à 42 jours, sachant qu'une intervention de dépannage seule ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite de maintenance préventive.

- Contrôle des envois cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Essai des dispositifs de secours : alarme – téléphone – télésurveillance - téléalarme
- Vérification de la précision d'arrêt à chaque niveau
- Contrôle des portes palières à chaque niveau : serrures, fermes portes, contacts électriques, paumelles, verrouillage électrique et mécanique, déverrouillage de secours, dispositif limitant les possibilités d'actes de vandalisme
- Vérification de l'éclairage cabine compris éclairage de secours
- Contrôle de la signalisation palière et cabine
- Contrôle du fonctionnement de la synthèse vocale si existante
- Vérification du confort de déplacement de la cabine
- Vérification des contacts électriques de la porte cabine
- Vérification de la chaîne de sécurité, boîte d'inspection, bouton d'arrêt cuvette
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de réouverture de porte

- Vérification du dispositif de fermeture de la machinerie
- Contrôle de l'éclairage machinerie
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique
- Contrôle de l'opérateur de porte : courroie, patins, biellettes, câbles ou courroies d'accouplement
- Contrôle du frein machine : garnitures, axes, fonctionnement général, points durs.
- Dispositif de « suivi d'activité »

Vérifications Semestrielles :

Au moins une visite de vérification semestrielle sera réalisée pour chaque semestre de l'année civile. L'écart entre deux visites successives ne pourra être inférieur à 5 mois ou supérieur à 7 mois.

- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage de gaine et de l'éclairage secours machinerie
- Vérification des poulies de traction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du vérin, du système antidérive et du bloc de commande (électrovanne, pompe à main, limiteur de pression)
- Contrôle des câbles de traction : adhérence, état, allongement, fixation des attaches cabine et contrepoids
- Vérification des chaînes ou câbles de compensation
- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état de propreté
- Vérification des amortisseurs
- Vérification de la fixation de la tête de cabine
- Vérification des plots et charbons des contacteurs forces sur les armoires à relais
- Vérification du détecteur de patinage, du relais de phase et du thermique moteur
- Vérification des fins de course cabine haut et bas
- Vérification, nettoyage de la cuvette, du toit cabine et de la machinerie
- Vérification de l'état de la propreté de l'éclairage cabine
- Essai du système de parachute

Vérifications Annuelles :

Chaque année civile, une « vérification annuelle » devra être réalisée. L'écart entre deux visites successives de vérifications annuelles ne pourra être inférieur à 10 mois ou supérieur à 14 mois.

- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids, état et propreté
- Vérification des amortisseurs
- Essai(s) du ou des système(s) de parachute(s)
- Vérification du limiteur de vitesse, de son câble et de la poulie tendeuse
- Vérification de l'ensemble des éléments constituant le dispositif de parachute et/ou moyen de protection contre les mouvements incontrôlés de la cabine en montée
- Vérification de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières et cabine : galets, contre galets et câbles
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du réducteur : jeu vis couronne, butée
- Vérification des serrages des bornes au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, et du bornier moteur de traction, vérification des câblages

- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)
- Vérification, lubrification et graissage des guides cabine et contrepoids et du système de fixation des fils guide contrepoids
- Vérification de l'état et de la propreté de l'éclairage cabine
- Essai de fonctionnement de la commande pompier

Le prestataire de maintenance proposera un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées. Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le prestataire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci avant.

Le plan d'entretien spécifique devra entre autres prévoir la périodicité des vérifications suivantes :

- Essai de l'efficacité de la coupure de la chaîne de sécurité (la boîte d'inspection sera vérifiée lors de chaque intervention sur le toit de cabine et le bouton d'arrêt cuvette lors de chaque intervention en bas de gaine)
- Vérification des contacteurs force et des relais sur les armoires de manœuvre
- Vérification des serrages des bornes raccordements électriques au niveau de l'armoire de manœuvre, du tableau d'arrivée de courant, du moteur de traction et en gaine.
- Vérification des câblages en général

Ce plan sera annexé au Marché de Maintenance.

3.1.2 Maintenance corrective

Les prestations de maintenance suivantes seront intégrées au présent marché. La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces suivantes sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures :

- En Cabine
 - ✓ Boutons de commande, signalisations lumineuses et sonores
 - ✓ Synthèse Vocale
 - ✓ Téléalarme
 - ✓ Paumelles de porte
 - ✓ Contacts de porte
 - ✓ Coulisseaux de cabine (monture et garniture de coulisseau)
 - ✓ Rollers Cabine
 - ✓ Coulisseaux de panneaux de porte cabine
 - ✓ Galets et suspension de porte cabine (câblette, poulie de renvoi, etc..)
 - ✓ Rail de suspension
 - ✓ Moteur d'opérateur de porte cabine
 - ✓ Platine de commande opérateur de porte cabine
 - ✓ Ampoules éclairage cabine, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
 - ✓ Dispositif mécanique de réouverture de porte
 - ✓ Détecteur d'obstacle
- Aux paliers
 - ✓ Boutons d'appel

- ✓ Signalisation lumineuse ou sonore (voyant, buzzer, gong, indicateur de position ou de direction, etc.)
- ✓ Contacts de porte
- ✓ Fermes portes automatiques de porte battante
- ✓ Serrures
- ✓ Dispositif de déverrouillage des portes palières
- ✓ Paumelles de porte
- ✓ Butées de portes
- ✓ Eléments de percussion de serrure (porte battante)
- ✓ Galets et suspension de portes palières (câblette, poulie de renvoi, etc)
- ✓ Rails de suspension
- ✓ Coulisseaux de panneaux des portes palières
- ✓ Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières
- ✓ Patins de guidage des portes

- En Machinerie et en Gaine

- ✓ Balais du moteur si existant
- ✓ Contacteurs et relais de commande
- ✓ Carte de commande (manœuvre, opérateur de porte, etc)
- ✓ Dispositif de freinage du groupe de traction (garniture, mâchoires, bobines)
- ✓ Ruban de détection
- ✓ Dispositif de détection (capteurs, aimants ou autres)
- ✓ Fusibles, disjoncteur ou disjoncteur
- ✓ Coulisseaux du contrepoids (monture et garniture de coulisseau)
- ✓ Ampoules éclairage gaine et machinerie, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
- ✓ Dispositif de téléalarme ou télésurveillance ou superviseur de l'installation
- ✓ Les raccordements électriques en gaine

Les pièces énumérées ci avant sont, pour la suite du CCTP, désignées sous l'appellation «pièces standard».

Les prestations suivantes seront également intégrées au présent marché :

- ✓ Nettoyage de l'éclairage cabine une fois par an
- ✓ Nettoyage du fond de cuvette une fois par an
- ✓ Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces constitutives des installations pendant les 20 premières années suivant leur mise à disposition ou leur remplacement sauf exclusions prévues au paragraphe 3.1.4.
- ✓ Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces de type mécanique constitutives des installations pendant les 30 premières années suivant leur mise à disposition ou leur remplacement sauf exclusions prévues au paragraphe 3.1.4.
- ✓ Réparation ou remplacement à l'identique ou similaire de l'ensemble des pièces constituant le groupe de traction pendant les 30 premières années suivant leur installation ou leur remplacement.
- ✓ Entretien et remplacement à l'identique des dispositifs constituant les tableaux d'arrivée de courant – circuit force et lumière – (Remplacement à l'identique uniquement pour les tableaux d'arrivée de courant conformes au DTU 70.1)
- ✓ Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaînes de compensation, de limiteur de vitesse, de suspension et de sélecteur d'étage.
- ✓ Remplacement des câbles de traction et de limiteur de vitesse sans limite de temps

- ✓ Dans le cas d'ascenseur hydraulique, vidange, remplacement du fluide si nécessaire ainsi que des joints de la centrale, des joints du vérin et du flexible hydraulique entre le vérin et la centrale.
- ✓ L'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.
- ✓ Remplacement des boîtes rouges d'accès machinerie en cas de détérioration (modèle avec triangle à installer). En cas d'actes de vandalisme celles-ci seront remplacées par des modèles de type anti-vandales avec triangle.
- ✓ Remplacement à l'identique des plaques d'instructions d'accès en machinerie en cas d'absence ou de détérioration, actes de vandalisme inclus.
- ✓ Entretien fonctionnel des portes et trappes d'accès en gaine ou machinerie
- ✓ Entretien et remplacement à l'identique des éléments constituant les systèmes de protection de fermeture de portes (cellules photo électriques, contact de choc et rideaux de détection de personnes) quelle que soit la cause.
- ✓ Entretien, dépannage et remplacement des systèmes et filtres d'antiparasitage quelle qu'en soit la cause.
- ✓ Entretien et remplacement à l'identique des dispositifs d'alarme, batteries comprises. Les canalisations ne sont pas concernées lorsqu'elles sont inaccessibles.
- ✓ Maintenance complète avec remplacement à l'identique quel que soit la cause (surtension, foudre mais hors vandalisme) si nécessaire des systèmes d'interphonie ou de téléalarme en cabine suivant le système existant.
- ✓ Réalignement des guides cabine et contrepoids hormis ceux consécutifs à une déformation du bâtiment dûment constatée par le représentant du SNA Sud
- ✓ Entretien fonctionnel ou remplacement des boîtiers de programmation remis par le SNA Sud au titulaire, pour la réalisation de ses prestations.
- ✓ Entretien fonctionnel et remplacement des éléments constitutifs du système de « suivi d'activité » équipant l'installation (boîtier de commande, clavier, capteur, alimentation, télécommande déportée, etc.). Dans le cas d'éléments défectueux, le remplacement se fera à marque et technologie similaire validé, au préalable, par le SNA Sud ou par son Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage.
- ✓ L'ensemble des réglages destinés à fiabiliser le fonctionnement des installations
- ✓ Dans le cas où le SNA Sud aura réalisé la mise en peinture et la remise en état des machineries, le titulaire du marché devra la remise en état de celle-ci lorsqu'une défaillance technique aura dégradé l'état de propreté de la machinerie dans les 3 ans suivant sa remise en état.

3.1.3 Contrôles réglementaires

Les opérations de contrôles suivantes sont intégrées au présent marché :

3.1.3.1 Etude sécurité, conformément au décret 2008-1325

La réalisation des études sécurité nécessaires, à savoir l'application du décret 2008-1325 relatif aux prescriptions particulières de sécurité applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés. Cette prescription est applicable dans les 30 jours suivant la prise d'effet du Marché de Maintenance, après chaque intervention entraînant une transformation importante des appareils, au titre de la NFP 82-212., après une intervention consécutive à une situation de danger grave ou imminent, ou à réception du rapport de contrôle technique.

Elle est à la charge du prestataire maintenance.

3.1.3.2. Contrôle suite à transformations importantes

Après chaque transformation importante, les examens et essais prévu dans les normes NF P 82-212, NF EN 81-1 ou NF EN 81-2, pour les composants ayant subi une transformation ou ayant été remplacés, devront être réalisés (examens de conformité des dispositifs de fonctionnement des parachutes)

Pour les composants n'ayant subi aucune modification, ils devront être conformes aux règlements et normes qui leur sont applicables compte tenu de leur date d'installation.

Lorsque ces essais seront réalisés par un organisme de contrôle, le titulaire devra accompagner celui-ci afin d'effectuer les essais réglementaires.

Si les travaux sont effectués par les prestataires, il aura en charge la réalisation des vérifications et essais réglementaires, et fournira un rapport permettant l'identification des essais pratiqués sur l'installation et leurs résultats.

3.1.3.3. Contrôle technique quinquennal

Au titre du décret 2004-964 et de l'arrêté du 7 aout 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs, un contrôle technique doit être réalisé tous les 5 ans.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 45 jours calendaires avant le contrôle.

Le prestataire devra accompagner le contrôleur technique et effectuer la réalisation des essais réglementaires :

- Essai parachute
- Fins de course
- Survitesse montée
- Manœuvre d'Inspection
- Manœuvre de non arrêt au niveau sinistré, le cas échéant

3.1.3.4. Contrôle réglementaire pour les Etablissement Recevant du Public (ERP)

Au titre de l'article AS 9 de la réglementation incendie dans les immeubles recevant du public, des contrôles réglementaires quinquennaux doivent avoir lieu afin de vérifier le fonctionnement des ascenseurs et ascenseurs de charge.

Ceux-ci ne se substituent pas au contrôle technique quinquennal de la loi 2003-590.

Le titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge de ces vérifications, pour la conduite des équipements et la réalisation des essais jugés nécessaires par le contrôleur technique.

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 45 jours calendaires avant le contrôle.

3.1.3.6. Contrôle réglementaire pour les immeubles recevant des travailleurs (ERT)



DSNA

Au titre de l'article R 4323-23 du code du travail et dans le cadre de l'arrêté du 29 Décembre 2010, le titulaire assistera l'organisme de contrôle en charge des Vérifications Générales Périodiques.

Il assurera la conduite des équipements et la réalisation des essais de fonctionnement nécessaires à la bonne réalisation de ces vérifications et à minima :

- Essai parachute (excepté s'il existe des documents établissant que, dans le cadre d'un Marché de Maintenance d'entretien, le prestataire s'est assuré de cette efficacité)
- Essai des serrures
- Fins de course
- Survitesse montée
- Des dispositifs assurant la protection des personnes

La date de l'intervention sera précisée par écrit par l'organisme de contrôle 45 jours calendaires avant le contrôle.

3.1.3.7 Contrôle Technique de la construction

Dans le cadre de la mise en place d'appareils neufs ou de la réalisation d'opérations de modernisation, le SNA Sud pourra missionner un organisme de contrôle pour une mission de Contrôle technique de la construction.

Le titulaire sera présent sur les lieux lors des opérations de Contrôle technique de la construction et ce même s'il n'est pas l'installateur.

3.1.3.8. Contrôle maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie et Mission de Coordination S.S.I.

Le Titulaire du présent marché assistera également le(s) organisme(s) de contrôle responsable(s) des opérations de vérification pour s'assurer du bon fonctionnement des Systèmes de Sécurité Incendie, couplés aux installations.

Le coût de cette prestation est compris dans le forfait de maintenance.

La périodicité de ces contrôles est définie comme suit :

- ✓ **Annuellement**, pour les non stops aux niveaux sinistrés réalisés par l'organisme Coordonnateur S.S.I.
- ✓ **Semestriellement** pour les non stops aux niveaux sinistrés réalisés par les organismes de maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I)

3.1.3.9. Commissions Départementale ou Communale de Sécurité

Les établissements recevant du public (ERP) font l'objet de visites périodiques tous les deux ans de la part de la Commission Départementale (ou Communale) de Sécurité.

Le Titulaire du présent marché assistera le SNA Sud lors des essais demandés par les membres de cette commission sur les Systèmes de Sécurité Incendie couplés aux installations.

3.1.4 Prestations non incluses dans la maintenance forfaitaire

Les prestations ci-après, ne sont pas incluses dans le présent marché de maintenance :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme (hormis les pièces mentionnées ci avant à l'article 3.1.2), par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent Marché de Maintenance, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet. En conséquence un acte de malveillance réalisé à main nue n'est pas considéré comme acte de vandalisme et la réparation de ses conséquences doit être intégrée au présent Marché de Maintenance.
- Le remplacement quel que soit la cause des pièces suivantes :
 - ✓ Habillage cabine : sol, parois, miroir, main courante, faux plafond
 - ✓ Pièces constituant la structure de la cabine : arcade, plancher
 - ✓ Vantaux de portes cabine et palières
 - ✓ Poignées et Oculus de portes palières et cabine
 - ✓ Canalisations électriques fixes
 - ✓ Liaisons machinerie vers poste gardien ou sécurité
 - ✓ Guides et attaches de guides
 - ✓ Fils guides en cas de corrosion
 - ✓ Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur.
 - ✓ Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les réglementations applicables.

3.2 Maintenance conditionnelle à prix unitaires

Les opérations de maintenance conditionnelle à prix unitaires comprennent la maintenance préventive conditionnelle, la maintenance corrective conditionnelle.

Les prix unitaires des opérations de maintenance conditionnelle les plus courantes sont demandées dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Ces interventions comprennent la main d'œuvre et la fourniture des pièces détachées. Les délais maximaux prévus aux bordereaux des pièces unitaires seront impérativement respectés sous peine d'application de pénalités.

Dans le cas d'opérations non prévues au bordereau des prix, l'évaluation financière sera réalisée en prenant en compte le coût horaire de la main d'œuvre précisé sur le bordereau des prix unitaires et le coût d'achat du matériel affecté du coefficient sur déboursé. Le délai de réalisation des travaux sera impérativement intégré au devis.

Dans tous les cas, les interventions de maintenance conditionnelle devront avoir fait l'objet d'une évaluation financière préalable précise et ne pourront être engagées qu'après accord du gestionnaire du marché ou de son représentant.

Ce devis devra parvenir au gestionnaire concerné dans les 72h00 suivant sa demande écrite ou suivant l'arrêt de l'appareil. Ce délai de transmission du devis devra être respecté sous réserve d'application de pénalités.

3.2.1 Maintenance préventive conditionnelle (à prix unitaire)

La maintenance préventive conditionnelle comprend une partie des interventions de maintenance non comprises dans la maintenance préventive systématique et dont l'exécution n'a pas le caractère d'urgence des dépannages mais qui sont nécessaires pour une poursuite normale de l'exploitation des appareils.

Ces interventions peuvent en particulier comprendre les petits travaux de mise en conformité des équipements suite aux remarques formulées par les organismes de contrôles.

3.2.2 Maintenance corrective conditionnelle (à prix unitaire)

La maintenance corrective conditionnelle comprend la partie des interventions non comprises dans la maintenance corrective forfaitaire, à savoir les réparations ayant pour origine des causes extérieures telles qu'incendie, acte de grande violence et inondation.

Pour être considérée comme due à une des trois causes sus mentionnées, l'origine de la panne devra être dûment constatée par le représentant du SNA Sud.

Les travaux de mise aux normes des installations pourront également être réalisés au titre de la maintenance conditionnelle.

4 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CONCERNANT LES PORTES AUTOMATIQUES

4.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive sera effectuée pendant les jours ouvrés et aux heures ouvrées du titulaire du marché.

Les prestations de maintenance comprennent l'ensemble des opérations définies dans les arrêtés du 12 Novembre 1990 et 21 décembre 1993 ainsi que tout autre texte réglementaire en vigueur.

Les prestations de maintenance sont décrites ci-après. Si l'une des vérifications révèle une anomalie ou un défaut, la phase de maintenance appropriée doit être entreprise dans les plus brefs délais et consignée sur le carnet d'entretien.

Les prestations de maintenance porteront notamment sur les éléments suivants :

- le tablier
- les éléments de guidage (rails, galets ...)
- les articulations (charnières, pivot...)
- les fixations
- les éléments de transmission du mouvement
- les motoréducteurs, pompes ou compresseurs
- les chaînes, câbles, courroies
- les fins de courses
- les organes de sécurité des personnes
- le limiteur d'effort
- l'armoire de commande
- l'équilibrage (contrepoids, ressorts)
- le débrayage manuel
- la signalisation (feux orange, marquage au sol, éclairage de l'aire dangereuse du mouvement de la porte, ...)
- les éléments de commande (lecteur de badge, digicode, émetteur radio, contact à clé ou autre)
- le tableau de branchement électrique
- la propreté de l'ensemble de l'équipement

La maintenance comprend en particulier :

- Les visites d'entretien et de maintenance (nettoyage, graissage, réglage des organes mécaniques, électriques, électroniques) nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité. Une intervention de dépannage, seule, ne pourra en aucun cas tenir lieu de visite périodique
- Le contrôle de l'état et de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité
- La fourniture et la mise en place de panneaux expliquant le passage en position manuelle
- La fourniture du livret d'entretien
- La tenue et la programmation du logiciel relatif aux télécommandes
- La programmation des télécommandes radio en cas de remplacement de pièces au titre du contrat d'entretien
- D'une façon générale, le prestataire doit tous les consommables nécessaires à la bonne exécution de ses prestations tels que :
 - Chiffons, produits nettoyants divers, lubrifiants, graisse, etc.
 - Dégrippants, silicone, agents protecteurs,
 - Joints, circlips, visserie et boulonnerie,
 - Fluide pour les mécanismes hydrauliques,

- Fusibles, voyants lumineux,
- Feux de signalisation du mouvement des portes, portails ou barrières.

La visite de maintenance comprend systématiquement :

- l'entretien et la maintenance définis précédemment,
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité (lames palpeuses, pressostats, cellules photoélectriques, etc...),
- la vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel,
- la vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort (plombage si possible),
- la vérification des cycles de fonctionnement dans les zones de fin d'ouverture et de fermeture,
- la vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feux orange clignotants, éclairage et matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement),
- la vérification des articulations (charnières, pivots),
- la vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies ...),
- la vérification de l'opérateur (motoréducteur électrique, opérateur électrohydraulique, ...),
- la vérification des organes de commande et télécommande,
- la vérification du verrouillage de la porte,
- la vérification des éléments de guidage (rails, galets),
- la vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts),
- la vérification de l'armoire de commande et de ses composants,
- un examen général du fonctionnement de la porte,
- la vérification du fonctionnement du parachute (antichute),
- la vérification de l'état des peintures et de la corrosion.

Le prestataire de maintenance proposera dans les 8 jours suivant la signature du contrat, un plan d'entretien spécifique aux installations susvisées. Ce plan d'entretien prendra en compte la technologie, la fréquence d'utilisation, les caractéristiques du lieu desservi, et les prescriptions du constructeur. Les opérations de vérifications périodiques prévues par le prestataire dans son plan d'entretien spécifique ne pourront en aucun cas être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées ci avant.

4.2 Maintenance Corrective

Les prestations de maintenance corrective comprennent le dépannage et le remplacement de toutes les pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, permettant ainsi d'assurer la continuité du service.

Pour un arrêt programmé dans le cadre du remplacement de matériel, le titulaire devra en informer les utilisateurs par voie d'affiche, apposée sur le site concerné et cela au minimum 48 h avant l'intervention.

Concernant les portails et les portes, le titulaire doit la fourniture des pièces énoncées précédemment et celles dont le remplacement est prévu à l'arrêté du 12 Novembre 1990.

4.3 Prestations supplémentaires

- Les prestations supplémentaires comprennent : La réparation ou le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (barres palpeuses, cellules photoélectriques, limiteur de couple mécanique ou électromécanique, chaînes, câbles, courroies, fins de courses, parachutes, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur ...)



DSNA

- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (galets, axes, goupilles, signalisation, éclairage, organes de l'armoire de manœuvre, ...)
- La réparation ou le remplacement de pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (platines électroniques, ressorts, motoréducteurs, pompes ou compresseurs...)
- La réparation ou le remplacement des éléments de commande hors d'usage ou usés par le fonctionnement normal de la porte (lecteur de badge, digicode, récepteur radio, contact à clé ou autre)

La reprise annuelle des marquages au sol réglementaires, sur les portails, portes et barrières

Pour ces prestations :

- Dans le cas où la prestation est listée dans le BPU, il est fait application des tarifs du BPU
- Dans le cas d'opérations non prévues au BPU, le titulaire établit un devis en prenant en compte le coût horaire de la main d'œuvre précisé sur le BPU.

4.4 Prestations exclues du présent contrat

Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par mauvaise utilisation, ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent contrat, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.

Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec les équipements.

Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'équipement avec les règlements applicables.

Pour les barrières automatiques, la fourniture et le remplacement des lisses ne sont pas inclus.

4.5 Maintenance Conditionnelle à Prix Unitaire (basée sur un BPU ou sur un devis dans le cas d'un remplacement de pièces non listées au BPU)

Dans le cadre de la maintenance étendue, les opérations de réparation ou de remplacement listées au paragraphe 4.1 seront comprises au contrat et bien que présentes au BPU, elles ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire. Seules les réparations ayant pour origine des causes extérieures telles qu'incendie, acte de vandalisme et inondation pourront être facturées.

Les opérations de maintenance conditionnelle à prix unitaires comprennent la maintenance préventive conditionnelle et la maintenance corrective conditionnelle.

Les prix unitaires des opérations de maintenance conditionnelle les plus courantes sont demandées dans le bordereau de prix. Ces interventions comprennent la main d'œuvre (incluant le déplacement) et la fourniture des pièces détachées. Les délais maximaux prévus aux bordereaux des pièces unitaires seront impérativement



DSNA

respectés sous peine d'application de pénalité. Chaque devis émis devra au préalable indiquer les points suivants :

- Temps de Main d'œuvre (incluant le déplacement de l'intervenant)
- Prix des pièces incluant le coefficient sur déboursé (une facture du fournisseur sera demandée au Titulaire du marché pour chaque intervention)
- Délais de remise en service de l'appareil à compter de l'intervention du technicien

Dans tous les cas, les interventions de maintenance conditionnelle devront avoir fait l'objet d'une évaluation financière préalable précise et ne pourront être engagées qu'après accord du gestionnaire du marché ou de son représentant.

L'attente d'un devis ne saurait justifier d'une mise à l'arrêt d'un appareil. Le prestataire devra en toute occasion intervenir sans délai pour la remise en service des appareils. Le prestataire avisera sur le champ par mail, sms et appel téléphonique le SNA Sud ou son représentant de l'action engagée afin de réaliser le suivi de ces opérations et le cas échéant leur réception.

Ce devis devra parvenir au SNA Sud ou son représentant dans les 48h00 suivant sa demande écrite ou suivant l'arrêt de l'appareil. Ce délai de transmission du devis devra être respecté sous réserve d'application de pénalité.

4.5.1 Maintenance Préventive Conditionnelle (Prix Unitaire) : devoir de conseil en cas de maintenance simple et étendue

Dans le cadre de la maintenance préventive conditionnelle, un devis est émis sur la base du BPU et/ou catalogue fournisseur (dans le respect des montants indiqués au BPU et également du tarif main d'œuvre comprenant les frais de déplacement).

La maintenance préventive conditionnelle comprend une partie des interventions de maintenance non comprises dans la maintenance préventive systématique et dont l'exécution n'a pas le caractère d'urgence des dépannages mais qui sont nécessaires pour une poursuite normale de l'exploitation des appareils.

Ces interventions peuvent en particulier comprendre les petits travaux de mise en conformité des équipements.

4.5.2 Maintenance Corrective Conditionnelle (Prix Unitaire, applicable uniquement en maintenance simple)

La maintenance corrective conditionnelle comprend la réparation ou le remplacement de toutes les pièces listées au BPU dans le cadre d'une maintenance simple ne comprenant pas de maintenance corrective forfaitaire.

Dans le cas où de nouveaux systèmes seraient ordonnés par le SNA Sud à un tiers ou ses équipes techniques, le titulaire du présent marché devra assurer la présence d'un technicien compétent pour assister le prestataire ou le SNA Sud à la mise en place ou au remplacement.



DSNA

PRESTATIONS NON INCLUSES AU CCTP

Les prestations ci-après, sauf contre-indications spécifiques et particulières, ne sont pas incluses au CCTP :

- Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiance spécifique ou par accident indépendant de l'action de l'entreprise d'entretien. Dans le présent marché, le terme de vandalisme est défini comme acte de destruction volontaire réalisé avec tout type d'objet.
- Le remplacement quelle que soit la cause des pièces suivantes :
 - Éléments constitutifs du tablier
 - Canalisations électriques fixes
 - Guides et attaches de guides.
- Les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'équipement lui-même.
- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'équipement avec les règlements applicables.
- Les éléments de commande de la porte, contacts à clés et badges (émetteur et récepteur), qui restent à la charge du SNA Sud.

5 DELAIS GENERAUX

Le marché comprend l'ensemble des interventions de dépannages sur site 365 jours par an. La durée des interventions devra être aussi réduite que possible et les interventions seront effectuées de manière à ne causer qu'un minimum de gêne pour les résidents.

Les interventions de dépannage seront déclenchées 7 jours sur 7 sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone du prestataire affecté à la prise en compte des demandes de dépannage.

En cas de présence d'un système de télésurveillance sur l'installation, la prise en compte des temps d'intervention et de remise en service démarrera dès l'immobilisation de l'appareil.

5.1 Délais d'intervention – Cas général

Le dépannage est effectué pour tout appel de 8h à 18h.

Le dépannage est effectué le jour même pour tout appel parvenu avant 18 heures au central de réception du prestataire. Le délai d'intervention sur site est de 4 heures maximum. Les interventions pour dépannage peuvent donc intervenir entre 8h00 et 18h00. En cas de pannes après 18h00, l'intervention devra avoir lieu le lendemain matin entre 8h et 10h.

En cas de dysfonctionnement majeur affectant la sécurité des personnes (ouvertures portes palières, prise sur parachute...), le titulaire interviendra au plus vite et en tout état de cause sous un délai de 60 minutes et 24h/24.

5.2 Délais d'intervention – Usager Bloqué

Le prestataire prendra toutes dispositions pour désincarcérer les personnes bloquées en cabine en moins de 45 minutes, 24h/24 et 365 jours par an. En cas d'intervention plus diligente des pompiers, le prestataire du Marché de Maintenance prendra à sa charge les éventuelles dégradations causées par ces derniers ainsi que le montant des frais liés à cette intervention, si son délai d'intervention est supérieur aux 45 minutes contractuelles. Le coût des réparations ne pourra être assimilable à une pénalité.

5.3 Délais de remise en service

5.3.1 Délais de remise en service – Cas général

Le délai maximal de remise en service sera de **6 heures** à compter de l'appel. Dans le cas où ce délai de remise en service ne pourrait être respecté, le prestataire doit en informer par e-mail le SNA Sud ou son représentant en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

Ces informations sont également affichées sur la porte palière du rez-de-chaussée de l'équipement immobilisé.

En aucun cas le délai de 5 jours ne pourra être dépassé quel que soit le motif (vandalisme : porte cabine forcée, porte palière forcée, moteur ou treuil détérioré...) sauf sur accord du SNA SUD. Si un délai de 8 jours est dépassé, le SNA SUD se réserve le droit de mettre en place un accompagnement social ou d'imposer au Titulaire de le faire. Dans tous les cas, tous les frais sont à la charge exclusive du titulaire.

5.3.2 Délais de réparation pour remplacement de pièces standards prévues au Marché de Maintenance

La réparation ou le remplacement à l'identique des pièces standards sera réalisé sous un délai maximum de 48 heures à compter de l'appel.

5.3.3 Délais de réparation pour remplacement de pièces prévues au bordereau des prix unitaires

Les délais maximaux de réparation ou de remplacement des pièces prévues au bordereau des prix unitaires et retenus à la notification du marché sont définis par type de pièce.

5.3.4 Délais de réparation dans les autres cas

Dans tous les autres cas que ceux prévus aux précédents articles, le prestataire de maintenance disposera d'un délai de 48 heures à compter de l'appel signalisant l'immobilisation de l'équipement pour faire parvenir un devis détaillé au client. Ce devis mentionnera le prix de vente du matériel (cout d'achat multiplié par coefficient sur déboursé), le prix de vente de la main d'œuvre (nombre d'heure multiplié par cout horaire), son délai d'approvisionnement. Le prestataire livrera précisément et par écrit la contrainte de délai de commande et de livraison qui justifie l'immobilisation de l'installation. Le client se réserve le droit de demander une diminution de ce délai d'immobilisation en cas de justification non fondée.

6 DEFINITIONS DES OBLIGATIONS DE RESULTAT

Les obligations de résultat ci-dessous devront être respectées pour toutes les installations, sauf spécifications contraire dans les documents contractuels. Cette obligation de résultat est imposée, hors l'usage anormal ou actes de malveillance dument constatés par le SNA Sud ou son représentant :

6.1 Nombre de pannes annuel

Pour maintenir le niveau de qualité de service rendu aux utilisateurs, le nombre de panne par appareil et par an devra être inférieur à 3 et devra être inférieur à 2 pannes par mois.

6.2 Durée d'immobilisation d'un appareil

Chaque appareil ne devra pas avoir subi, par an, plus de 1 arrêt de service, d'une durée égale ou supérieure à 72 heures sans jamais excéder 5 jours par an en cumul lissé.

7 STOCKS DE PIÈCES DÉTACHÉES

Le titulaire devra tenir un stock de pièces de rechange disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais indiqués précédemment. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délai de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs. L'objectif étant de réduire au maximum l'indisponibilité des appareils.

Les réserves de petites fournitures et consommables listés ci-après seront stockées par le titulaire du marché dans ses locaux. Un ensemble immobilier est un groupe de bâtiments situé sur un même site géographique. Pour chaque ensemble immobilier, le titulaire du marché devra stocker dans ses locaux et dans un endroit spécifique réservé pour les pièces liées aux équipements objet du présent Marché de Maintenance, le matériel suivant :

Liste des petites fournitures, pièces de rechange et autres consommables :

- 1 dispositif complet de réouverture de porte (cellule, rideau et contact choc)
- 1 bloc d'éclairage anti-vandale
- 2 jeux de garnitures de coulisseaux cabines et contrepoids du modèle majoritaire sur le site
- 3 jeux de contacts de portes cabines
- 5 serrures de portes palières du type majoritaire sur le site
- 5 jeux de 4 galets, 4 contre galets et 2 câbles de portes cabines et palières
- 10 jeux de patins de guidage de portes palières et cabines
- 5 boutons d'appel palier, 5 boutons d'envoi cabine et lumineux divers
- 1 carte électronique pour l'armoire de manœuvre du type majoritairement installé sur le site
- 1 carte électronique le pilotage de moteur d'opérateur de porte du type majoritairement installé sur le site

Un inventaire annuel de ces stocks pourra être réalisé par le SNA Sud ou son représentant. Il est cependant admis qu'une ou plusieurs pièces puissent être manquantes le jour de l'inventaire si l'entreprise est en mesure de prouver que des remplacements ont été effectués dans les 30 jours précédents l'inventaire.

8 COMPTES RENDUS

8.1 Comptes rendus suite à intervention

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent Marché de Maintenance ont bien été effectuées.

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé lisiblement sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du cahier d'entretien est à la charge du prestataire lors de la première visite de maintenance.

Le carnet d'entretien peut être de type électronique ou papier. Le mode choisi par le client figure en page de garde.

En cas de carnet d'entretien sous forme papier, il sera mis à disposition du propriétaire en machinerie, sauf stipulation contraire.

Si le carnet d'entretien est de type électronique, il doit être consultable via Internet. Il peut s'agir d'une application propre au prestataire. Toutefois, le client se réserve le droit d'imposer son propre modèle de fichier électronique dans la mesure où celui-ci comporte les points explicités ci-après. Dans ce cas, le format ne devra pas être modifié.

Ces deux carnets d'entretien mentionnent impérativement les points suivants de manière lisible :

- la date de l'intervention
- les heures d'appel client, de début et de fin d'intervention ainsi que la durée
- le type d'intervention : maintenance préventive, corrective ou travaux
- la nature de l'appel : appel avec ou sans arrêt de l'appareil et lié à un problème technique, une malveillance, un usage anormal, une cause extérieure ou autres
- l'indication d'usagers cabine éventuels en précisant les intervenants (personnel prestataire ou pompiers)
- en cas de dépannage : la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées
- en cas de maintenance préventive : les opérations de vérification et les opérations de maintenance réalisées
- nom et signature de l'intervenant

L'ensemble des renseignements concernant les prestations de maintenance préventives ou curatives sont visibles dans les 48h suivant l'intervention. La qualification et la fonction de l'intervenant pourront être transmises au client, sur demande expresse de celui-ci et ce sous un même délai de 48h.

8.1.1 Comptes rendus suite à panne provoquant une immobilisation de l'équipement supérieure à 6h00.

Pour chaque panne immobilisant l'équipement pendant un délai supérieur à 6h00, le prestataire informera par e-mail le SNA Sud en précisant les raisons du dépassement, ainsi que les dates et heures prévisionnelles de remise en service.

8.1.2 Comptes rendus suite à panne répétitive

Dans le cas où deux pannes seraient constatées dans un délai de 7 jours calendaires sur un même ascenseur, le titulaire du présent marché établira de manière systématique un compte rendu spécifique explicitant clairement la ou les causes de ces pannes et proposera un plan d'action afin de solutionner définitivement le problème. Ce compte rendu devra être adressé au SNA Sud par e-mail dans les 72h suivant la deuxième panne de manière systématique.

8.1.3 Comptes rendus annuels

Le prestataire de maintenance dresse un compte rendu annuel d'activité. Il est remis une fois par an et sauf demande particulière du client, au plus tard, le 31 janvier suivant l'année écoulée.

Le rapport annuel fait apparaître pour chaque appareil :

- le taux de panne annuel
- La liste des actions de maintenance préventive
- les dates, heures d'arrivée et de départ des visites de maintenance préventive
- les dates et heures des appels au central de surveillance du prestataire.
- les dates, heures d'arrivée et de départ des opérations de dépannage
- les dates et heures des opérations de désincarcération
- Les actions de maintenance préventive et corrective effectuées par appareil
- La liste des prestations spécifiques effectuées dans le cadre du Marché de Maintenance et les pièces remplacées
- Les résultats de tous les essais réglementaires
- Le plan de maintenance pour l'année à venir

A la demande du client, ce rapport pourra être sous format électronique. Dans ce cas, il intégrera le contenu des carnets d'entretien.

8.1.4 Information des usagers

Toute immobilisation des appareils supérieure à 6h00 devra être signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par apposition d'une affiche sur la porte palière du rez-de-chaussée, portant impérativement mention de la date prévisionnelle de remise en service.

8.1.5 Compte rendu mensuel

Le prestataire de maintenance renvoie par e-mail, chaque mois avant le 10, le fichier recensant l'ensemble des pannes sur chaque appareil : Nombre de pannes par mois dues à des actes malveillants, nombre de pannes techniques par mois, nombre d'interventions sans objet. Il précise également les dates et objet des visites de maintenance.

Un exemplaire du fichier à compléter est fourni en annexe 6. Il sera envoyé au titulaire du marché sous format Excel à la notification et devra être parfaitement complète mensuellement en respectant le format imposé en annexe.

8.1.6 Réunion semestrielle

Tous les 6 mois, le prestataire de maintenance assiste à une réunion dans les locaux du SNA Sud. Au cours de cette réunion, les installations ayant le plus fort taux de panne feront l'objet d'un suivi et d'une analyse approfondie afin de permettre une amélioration notable de la disponibilité et de la fiabilité des appareils.

8.1.7 Réunion de chantier

Lors de la réalisation de travaux de maintenance conditionnelle, il pourra être organisé, à la demande du SNA Sud ou de son représentant, des réunions de préparation de chantier et des réunions de suivi.

Le titulaire assistera à ces réunions et se fera représenter par une personne étant en capacité de prendre les décisions inhérentes aux travaux concernés.

8.1.8 Conformité

Pendant l'exécution de son Marché de Maintenance, si des appareils venaient à ne plus être conformes à la législation ou à la réglementation, le Titulaire devra le signaler au SNA Sud par écrit, en indiquant clairement les solutions proposées.

8.2 Report des informations

Pour le cas où le SNA Sud disposerait d'un dispositif de surveillance d'activité, le prestataire devra la collecte et la saisie des informations comme définit ci-après.

Le titulaire complétera les informations demandées par le logiciel de suivi de performance du dispositif de surveillance d'activité. Ce dispositif enregistre les événements liés à l'activité de l'ascenseur (mouvements de cabine, de portes, interventions, pannes etc.) et les transmet à un serveur en temps réel.

Le principe de mise à jour se fera en continu, soit par une saisie des informations via un accès internet sécurisé, soit par l'intermédiaire d'un dispositif équipant chaque appareil, permettant au technicien une saisie des informations à l'issue de chaque intervention (Maintenance, dépannage ou réparation).

9 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

9.1 Prise en charge

Le propriétaire de l'installation informera préalablement le prestataire de maintenance de la présence d'amiante ou de toute autre matière dangereuse dans la constitution des locaux ou des équipements.

Le prestataire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels ou équipements dont il prend en charge la maintenance. Le prestataire reconnaît avoir pris connaissance des installations et les accepte sans réserve. Il s'interdit tout recours ultérieur et prend la responsabilité du bon fonctionnement des installations.

Le prestataire déclare également disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (documentation technique, dispositions de remise en service, outils spécifiques et leurs notices, codes d'accès éventuels, organe de manutention, organe de mise en sécurité...). Il déclare prendre les installations sans réserve sauf spécifications particulières indiquées dans un formulaire d'état des lieux présenté par le prestataire dans offre de remise de prix et qui sera annexé au marché.



DSNA

Dans le premier mois de la prise en charge du parc, le titulaire apposera sur chaque équipement une étiquette indiquant :

- Le N° de l'installation
- Le N° de téléphone pour les demandes de dépannage
- Les coordonnées du prestataire

Pour les ascenseurs, il sera apposé une étiquette au palier du niveau principal et une étiquette dans chaque cabine.

9.2 Accès – Consignes – Personnel et moyens du titulaire

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites gérés par le SNA Sud sera qualifié selon les exigences du décret 2008-1325, relatif à la sécurité des ascenseurs.

La qualification minimale imposée pour intervenir techniquement sur les bâtiments gérés par le SNA Sud sera la suivante : Coefficient 190 – position 2.3 de la convention de la métallurgie.

Le titulaire s'engage à assurer la formation de son personnel aux différents types de matériel et à l'obligation de sous-traiter au fabricant, sous sa responsabilité les tâches sortant de son champ de compétence. Le personnel d'intervention du titulaire doit prendre connaissance des risques mis en évidence par l'étude sécurité spécifique à chaque ascenseur.

Le personnel de l'entreprise doit disposer de vêtements professionnels adaptés aux conditions d'intervention sur site. Le non-respect de ces consignes conduirait à l'exclusion de l'intervenant.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié du SNA Sud. Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par le code du travail.

Le SNA Sud ou son représentant se réserve le droit à tout moment, pour des manquements graves et répétés, et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage
- Les équipements de manutention
- Les échelles, échafaudages, plates-formes et platelages
- Les protections
- Les meubles vestiaires
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis.

9.3 Hygiène – Sécurité - Nuisances

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations définies dans son marché conformément avec la législation et la réglementation en vigueur.

Il reste responsable de la bonne mise en œuvre de ces mesures de prévention garantissant à son personnel des interventions dans de bonnes conditions de travail et de sécurité.

9.3.1 Plan de prévention

Dès la prise d'effet de son Marché de Maintenance, le titulaire soumettra au SNA Sud un plan de prévention intégrant l'ensemble des obligations contractuelles assurées par le titulaire, y compris les travaux pouvant être réalisés hors Marché de Maintenance d'entretien.

Le titulaire sera seul responsable, de la communication du plan de prévention à son personnel et des mesures qui en résultent, ainsi que de l'application scrupuleuses de celles-ci.

9.3.2 Nuisances

La mise en indisponibilité des appareils pour la réalisation de travaux de maintenance ou de réparation devra tenir compte des contraintes de travail en milieu occupé.

Pour ce faire toute période d'arrêt fera l'objet d'une communication vers les utilisateurs.

Les plannings de réalisation devront intégrer la possibilité de faciliter, via des manœuvres provisoires, l'utilisation de l'appareil, pour les personnes médicalisées à domicile ou pour les personnes en situation de handicap.

9.4 Formation du personnel

Sans Objet

9.5 Respect de l'environnement

Le titulaire du présent Marché de Maintenance a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits par les appareils élévateurs.

Cette disposition concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les huiles, les batteries et toutes les eaux insalubres.

Toutes les huiles usagées seront évacuées immédiatement par le titulaire du présent Marché de Maintenance, sans possibilité de stockage sur site.

Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

9.5.1 Amiante

Deux types de déchets amiante se doivent d'être considérés :

- L'amiante issue de la structure du bâtiment et pouvant être présente en machinerie ou en gaine (flocage ou calorifugeage) dans les parties communes.
- L'amiante issue d'un des organes des ascenseurs.

Pour le premier type de déchets amiante, le maître d'ouvrage, conformément à la législation en vigueur a procédé à un repérage des matériaux friables susceptibles de contenir de l'amiante (type flocage et calorifugeages).

Les locaux où l'entreprise est amenée à œuvrer ne contiennent pas de matériaux de ce type. Cependant, la présence de matériaux durs ou semi durs susceptibles d'en contenir en parties cachées des gaines et locaux machinerie reste envisageable. Dans la mesure où le personnel de l'entreprise rencontrerait ce type de matériaux, le maître d'ouvrage dûment avisée prendra toutes mesures utiles qui s'imposent. L'enlèvement et le retraitement de l'amiante ne seront pas à la charge du titulaire.

Pour le second type de déchets amiante issue des organes des ascenseurs (portes palières, frein), l'entreprise soumissionnaire devra prévoir à sa charge les procédures adaptées de dépose, de conditionnement, d'évacuation, de suivi et de retraitement de l'amiante. L'offre est réputée contenir toute suggestion afférente à la dépose et au retraitement de l'amiante issue des organes des ascenseurs. Le bordereau réglementaire de retraitement de l'amiante sera fourni par le titulaire du marché dans un délai de 6 semaines après la dépose.

9.5.2 Politique environnementale – Eco Responsabilité

Le titulaire devra s'engager dans la gestion des déchets, afin de répondre aux deux principaux objectifs suivants : limiter la production de déchets et recycler les déchets. Pour ce faire, le titulaire devra réduire ses déchets liés à son activité de maintenance. Le titulaire devra aussi trier ses déchets produits, suivant les procédures de tri sélectif et de recyclage des déchets.

L'offre devra préciser les moyens mis en œuvre pour effectuer le retraitement des déchets tels que précisés ci-après.

Pour le prestataire de maintenance ascenseur, 3 types de déchets sont distingués :

- Les D3E : Déchets en provenance des équipements électriques et électroniques
- Les déchets industriels spéciaux
- Les déchets prestataires

Pour chacun de ces types de déchets, le prestataire devra fournir le bordereau de retraitement correspondant.

- Les D3E : Déchets en provenance des Equipements Electriques et Electroniques :
Le titulaire doit l'évacuation et le traitement des déchets électriques et électroniques (D3E) dans le respect des articles R543-172 à R543-206 du code de l'environnement.

Les D3E appartiennent à la famille des Déchets industriels Banals (D.I.B.) et doivent être retraités au même titre que les piles et la ferraille.

On entend par "traitement" : toute opération suivant l'arrivée des D3E dans des installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des D3E.

Sont notamment compris au sens des D3E pour les ascenseurs, l'armoire électrique, le moteur, l'opérateur de porte, les boîtiers électriques et les boîtes à boutons. Le prestataire prendra à sa charge le traitement des D3E de l'installation concernée même si le matériel n'est pas de sa fabrication.

- Les Déchets Industriels spéciaux
Les déchets industriels spéciaux regroupent les Hydrocarbures, les batteries et les tubes fluorescents.



DSNA

Dans le domaine de l'ascenseur, les hydrocarbures à prendre en compte en termes de retraitement sont les huiles en provenance des centrales hydrauliques et des groupes motoréducteurs.

Le titulaire doit l'évacuation et le traitement des tubes fluorescents dans le respect de la législation et de la réglementation applicables en matière de protection de l'environnement et notamment de la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 et du décret 95-517 du 15 mai 1997.

- Les déchets prestataires

Les déchets prestataires devront également être retraités. On entend par déchet prestataire les emballages des matériels neufs, les bombes aérosols, les colles et mastics, les résidus de peinture.

9.6 Passation entre Prestataire de Travaux et Prestataire de Maintenance

Pendant la durée du Marché de Maintenance, le SNA Sud pourra être amené à faire réaliser des travaux de remise à niveau technique sur certains ascenseurs. Suivant l'importance des travaux et sur décision du SNA Sud, ces travaux pourront être réalisés par une autre société que celle détentrice du Marché de Maintenance de maintenance.

Le mode opératoire ci-dessous établit le process de passation entre prestataire des travaux et prestataire de maintenance.

Avant le démarrage des travaux sur un appareil, un état des lieux est dressé entre le prestataire des travaux et le prestataire de maintenance. Cet état des lieux devra être co-signé par les deux parties et remis au représentant du SNA Sud. En cas de désaccord sur l'état des lieux, un bureau d'expertise sera nommé par le SNA Sud.

La société titulaire du Marché de Maintenance de maintenance suspendra alors toutes interventions sur cet appareil pendant la totalité de la durée des travaux.

La partie du Marché de Maintenance de maintenance relatif à cet appareil sera suspendue et fera l'objet d'une moins-value sur la facturation trimestrielle au prorata du nombre de jours d'arrêt.

L'appareil passera sous la responsabilité totale de la société titulaire des travaux dès le premier jour des travaux.

A la fin des travaux et après réalisation par le prestataire travaux, des réglages et des mises au point nécessaires, il sera procédé à un nouvel état des lieux contradictoire entre les deux parties.

Cet appareil remis en circulation bénéficiera alors :

- d'une garantie totale pièces et main d'œuvre à la charge du prestataire de maintenance (durée de garantie suivant phase de travaux),
- d'un entretien à la charge du prestataire actuel conformément au présent CCTP.

L'appareil passera alors de nouveau sous la responsabilité du prestataire maintenance, dont les représentants seront les interlocuteurs directs et uniques intervenants sur cette installation pour les opérations d'entretien normal.



DSNA

Pendant la période de garantie, le titulaire du marché de maintenance prendra la garantie en charge et assurera donc la garantie pièces et main d'œuvre. Il est tenu de porter à la connaissance du SNA Sud, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Dans le cas où la garantie des constructeurs et entreprises ne pourrait pas jouer du fait du non-respect des prescriptions d'entretien exigées pour l'application de la garantie, les travaux à engager pour la mise en état de l'équipement seraient à la charge du prestataire maintenance.

Les conséquences de la non réalisation de ce mode opératoire de passation entre chaque prestataire seront à la charge exclusive de la société titulaire du Marché de Maintenance de maintenance.

9.7 Suppression ou prise en charge de nouveaux équipements

Les éventuels nouveaux appareils complémentaires venant s'ajouter au patrimoine du SNA Sud devront obligatoirement intégrer le marché objet de la présente consultation, au fur et à mesure de leur mise en service. Le prestataire devra assumer la maintenance, quel que soit la marque, la technologie et l'origine des composantes, en contrepartie d'une rémunération à convenir avec le SNA Sud et qui devra être en adéquation avec les conditions proposées dans la présente consultation, à caractéristiques techniques comparables.

Si le SNA Sud venait à confier l'entretien de nouveaux équipements au Titulaire, notamment à l'issue de l'achèvement de constructions neuves ou de l'acquisition de nouveaux bâtiments, ce dernier serait nécessairement convoqué à la réception desdits équipements pour une visite de prise en charge.

Le SNA Sud transmettra au Titulaire, lors de la prise en charge de ces nouveaux équipements, les certificats de garantie correspondants et dossiers techniques liés à ceux-ci.

Pour la prise en charge d'appareils neufs, la période de garantie sera prise en charge par le titulaire du marché de maintenance qui assurera donc la garantie pièces et main d'œuvre. Il est tenu de porter à la connaissance du SNA Sud, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Dans le cas de la suppression d'un équipement suite à une vente d'immeuble, le titulaire s'engage à remettre, les matériels et l'ensemble de la documentation (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) liés à l'équipement.

Un avenant au Marché de Maintenance d'entretien sera établi pour la suppression ou la prise en charge du ou des nouveaux équipements. En cas de nouvel équipement, le prix devra être en adéquation avec les conditions retenues au terme de la consultation pour des caractéristiques techniques comparables.

9.8 Documentation et outils

Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation et outils nécessaire à la maintenance complète des installations : carnet d'entretien, schémas électriques de l'installation à jour, outils spécifiques de programmation et notices d'utilisation. Tous frais de reproduction, de remise en état ou de reconstitution de la documentation sont à la charge du titulaire sortant.

Le titulaire s'engage également à remettre en fin de Marché de Maintenance l'ensemble de la documentation, documents et outils de programmation qui lui auraient été remis par le SNA Sud pour la bonne exécution de ses prestations

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent marché, le titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas des installations, les laisser à demeure en machinerie.



DSNA

Si le prestataire a procédé au remplacement de matériels nécessitant des outils, des notices ou des codes spécifiques, il devra les fournir gracieusement au propriétaire.

Après les 2 premières années de Marché de Maintenance et en tout état de cause dans les 30 jours suivants la seconde date anniversaire du Marché de Maintenance, le titulaire devra fournir l'ensemble des schémas électriques des installations mis à jour dans un classeur qu'il remettra au SNA Sud.

9.9 Remise des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements (y compris les divers outils de paramétrages et d'aide à la maintenance) en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements sera établi à la fin de l'exécution du marché avec la présence, éventuelle de l'ancien prestataire, du nouveau titulaire désigné, du SNA Sud et de tout expert désigné par le SNA Sud.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent cahier des charges, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du titulaire. Le titulaire accepte, pendant les trois derniers mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire sans rémunération complémentaire.

De manière à assurer la continuité du service de télésurveillance, de téléalarme ou de téléphone sur les appareils qui en seraient équipés à la fin du présent marché, le prestataire sortant s'engage à laisser en place du matériel non verrouillé et accessible pour la réalisation des tests cycliques ainsi que pour la modification du numéro de réception des appels. Il transmettra également sans délais au prestataire entrant les appels qu'il pourrait recevoir et ce pendant une durée de 3 mois.

10 VERIFICATION DE LA BONNE EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent Marché de Maintenance.

L'organisme responsable des opérations de vérification sera désigné par le SNA Sud.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du prestataire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent Marché de Maintenance.

Le prestataire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 45 jours avant par écrit par l'organisme de contrôle.

Pour les équipements élévateurs, si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance concernant un des organes ou points de contrôles listés ci-après, le prestataire dispose de 60 jours ouvrables à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit le SNA Sud.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ayant trait à la sécurité ou un dysfonctionnement avéré de l'installation, le prestataire dispose de 2 heures à compter de la réception du fax de l'organisme de contrôle pour intervenir sur site. Il en informe par écrit l'organisme de contrôle sous 24h du traitement de l'anomalie.

Annexe

Annexe 1 : Organes et points de contrôle audités lors de la vérification de la bonne exécution des prestations de maintenance préventive

| | |
|--|--|
| <p style="text-align: center;">CUVETTE</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat de propreté de la cuvette ♦ Amortisseurs cabine et contrepoids ♦ Réserve contrepoids ♦ Poulie tendeuse du limiteur de vitesse ♦ Contact électrique de poulie tendeuse <p style="text-align: center;">CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Eclairage cabine ♦ Test interphonie ♦ Test télésurveillance ♦ Organes de commande en cabine ♦ Signalisation lumineuse ♦ Sonnerie d'alarme ♦ Dispositif de réouverture de porte ♦ Indication charge maximale admissible et nombre de personnes ♦ Présence du garde pied cabine ♦ Dessous de cabine : attache pendentif – étrier – coulisseaux - chaînes de compensation... ♦ Etat des poulies de mouflage ♦ Eclairage de secours cabine <p style="text-align: center;">PORTE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Réglage de la porte cabine ♦ Conformité de la paroi lisse de service ♦ Etat de l'opérateur de porte cabine ♦ Condamnation électrique des portes de cabine ♦ Etat du verrouillage du bras d'opérateur ♦ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) ♦ Etats des seuils | <ul style="list-style-type: none"> ♦ Verrouillage mécanique et condamnation électrique de la trappe de secours ♦ Présence d'échelle d'accès trappe <p style="text-align: center;">PORTES PALIERES</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Réglage des galets et contre galets (portes automatiques) ♦ Etats des seuils ♦ Réglages des fermes portes (portes battantes) ♦ Organes de commandes aux paliers ♦ Indicateurs de position, de direction ♦ Signalisations lumineuses ♦ Etat des serrures palières ♦ Zone de déverrouillage manuel des portes palières ♦ Dispositif de déverrouillage manuel des portes palières ♦ Dispositif d'anti-déverrouillage des portes palières <p style="text-align: center;">SYSTEME D'ENTRAINEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat du treuil ♦ Etat de l'armoire de manœuvre – Risques électriques ♦ Calibrage des fusibles ♦ Jeu de butée ♦ Etat du groupe moto réducteur ♦ Etanchéité du carter ♦ Jeu de denture ♦ Etat des garnitures de frein ♦ Réglage du frein ♦ Etat de l'ensemble hydraulique : Centrale, Pompe, Vérin, Joints, Flexible... ♦ Etat de la génératrice ♦ Etat des câbles de traction |
|--|--|

| | |
|---|--|
| <p style="text-align: center;">GAINÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat de propreté de la gaine ♦ Eclairage de gaine ♦ Lubrification guides cabine ♦ Lubrification guides contrepoids ♦ Etat des coulisseaux contrepoids ♦ Dispositif de fin de course ♦ Fins de course inspection <p style="text-align: center;">LIMITEUR DE VITESSE ET PARACHUTE</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat du limiteur de vitesse ♦ Plaque signalétique du limiteur ♦ Etat du câble limiteur <p style="text-align: center;">TOIT DE CABINE</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat de propreté du toit de cabine ♦ Fonctionnement de la manœuvre d'inspection ♦ Interrupteur d'arrêt | <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat des poulies de traction, de déflexion ♦ Treuil à tambour <p style="text-align: center;">MACHINERIE ET LOCAL POULIES</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ Etat de propreté du local de machinerie ♦ Tenue du carnet d'entretien ♦ Affichage de l'étude sécurité du décret 2008-1325 ♦ Présence des schémas électriques conformes à l'installation ♦ Présence de la boîte rouge ♦ Présence de la clef accès machinerie ♦ Serrure de la porte ou/et de la trappe d'accès ♦ Pancarte sur porte et trappe ♦ Eclairage du local ♦ Présence du dispositif de dépannage manuel ♦ Instructions de dépannage ♦ Tableau d'arrivée de courant ♦ Circuit d'éclairage de la cabine et de la machinerie ♦ Circuit d'alarme |
|---|--|